



Portraits de femmes palestiniennes à?? journée du 8 mars

Description

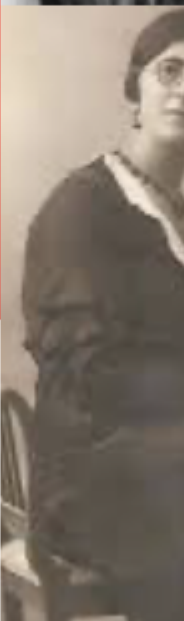
Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 8 mars 2026

8 MARS 2026

**JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LUTTE POUR LES DROITS
DES FEMMES**



Portaits de
femmes
palestiniennes



Pour ce 8 mars 2026, nous avons choisi de raconter la vie de quatre femmes palestiniennes, qui incarnent chacune une leur manière un symbole de lutte pour la liberté et l'indépendance de la Palestine. L'implication des femmes dans la résistance est aussi ancienne que la lutte nationale elle-même et pourtant, elles restent largement invisibilisées. Dans son ouvrage *Palestine, un féminisme de libération*, la chercheuse palestinienne Nada Elia décrit ce que l'histoire officielle efface : les femmes ont toujours été présentes : de la gestion logistique de la première Intifada à la revendication des droits palestiniens sur la scène internationale. Comme elle écrit : « Notre simple existence est résistance. » Les femmes palestiniennes sont des actrices à part entière de leur propre histoire. C'est ce que ces quatre portraits cherchent à montrer.

Zulaikha Shihabi, militante du début du XXe siècle, a bâti les premières institutions du féminisme palestinien en les articulant à la lutte nationale. Khalida Jarrar, avocate et parlementaire, a fait du droit et des institutions internationales son terrain de combat. Leila Shahid, diplomate, a porté pendant des décennies la cause palestinienne en France et au Parlement européen. Et Hind Khoudary, journaliste, qui depuis le 7 octobre 2023 a choisi de rester à Gaza pour témoigner du génocide en cours.

Zulaikha Shihabi, une militante féministe

Zulaikha Shihabi est née à Jérusalem en 1903, au sein d'une famille palestinienne aisée et influente, ce qui lui a permis d'accéder à une éducation avancée pour une femme de son époque, notamment grâce à un père qui encourageait les filles à étudier. Cette position sociale lui a ouvert les portes des milieux intellectuels et politiques locaux.

Dès 1921, elle fonde la première Union des femmes palestiniennes, avec pour objectif d'aider les populations précaires en Palestine, notamment les femmes et les nouveau-nés. Elle participe ensuite à la création du Comité exécutif des femmes arabes en 1929, qui coordonne l'aide aux familles des prisonniers et des résistants après la révolte du Buraq. Elle aide également au développement des branches de l'Association des femmes arabes dans plusieurs villes de Palestine (Acre, Jaffa, Haïfa, Gaza, Naplouse, Ramallah).

En 1937, elle est élue présidente de l'Union des femmes arabes nouvellement créée, poste qu'elle conserve jusqu'à sa mort en 1992. Sous sa direction, l'organisation adopte une orientation plus clairement politique et féministe, en soutien à la libération de la Palestine, tout en se distinguant d'autres courants féminins plus modérés, comme celui dirigé par Zahiyia Nashashibi. C'est précisément cette combinaison entre féminisme et engagement nationaliste radical qui la distingue d'une partie de l'élite féminine arabe de son époque.

Zulaikha Shihabi organise des manifestations féministes et prend part aux grandes mobilisations arabes, notamment la Grande révolte arabe (1936-1939), où les femmes jouent un rôle visible dans les grèves et les actions de soutien. Elle participe au premier congrès féministe arabe du Caire en 1944 et à plusieurs conférences internationales de femmes sur les droits électoraux et sociaux, tout en maintenant des liens avec d'autres mouvements féministes du Sud. Après la Nakba de 1948, elle reste à Jérusalem et continue d'agir contre l'occupation, tout en se rendant souvent en Jordanie pour poursuivre son travail politique. Elle participe au premier Congrès national palestinien, qui aboutit à la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1964, et fonde en 1965 l'Union des femmes palestiniennes afin de relier les femmes

dispersées entre territoires occupés et diaspora.

Zulaikha Shihabi est considérée comme l'une des figures fondatrices du féminisme palestinien, articulant revendications nationales et féministes dans une période de grandes transformations coloniales et arabes. Elle incarne la résistance palestinienne par son engagement concret envers les réfugiés, les prisonniers et les familles victimes de l'occupation. Elle meurt le 13 mai 1992, à l'âge de 89 ans.

Leila Shahid, une diplomate exilée

Leila Shahid naît le 13 juillet 1949 à Beyrouth, dans une famille palestinienne exilée. La politique est une affaire de famille : sa mère est la petite-fille du maire de Jérusalem sous l'Empire ottoman, son cousin Abd al-Kader al-Husseini meurt en combattant palestinien en 1948, et son père, médecin et professeur à l'Université américaine de Beyrouth, milite contre l'occupation israélienne. Forcée de quitter la Palestine, la famille s'installe au Liban. Leila Shahid grandira avec le statut de réfugiée, ce qui marque profondément son rapport à la question nationale et à l'exil.

En juin 1967, la guerre des Six Jours éclate le jour où elle passe son baccalaurat. Elle rejoint alors le Fatah, un parti politique nationaliste palestinien, et s'engage dans l'action sociale dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Cette expérience nourrit sa thèse à l'EHESS, consacrée à la structure sociale des camps. Elle y documente le rôle central des femmes dans l'organisation de la vie quotidienne. Dans un entretien accordé à l'AFPS, elle explique que la détérioration et l'exil ont contraint les femmes à prendre en charge la survie familiale et communautaire, ce qui a accéléré leur émancipation des rôles traditionnels et créé les conditions d'un féminisme palestinien organisé, travaillant sur le droit, le travail et la recherche.

En 1982, elle accompagne le poète français Jean Genet à Beyrouth pendant le siège israélien. Elle est présente en septembre lors des massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. Dans un chapitre d'un ouvrage publié en 2024, elle établit un parallèle direct avec Gaza : « Ce massacre organisé, planifié et exécuté par les autorités militaires israéliennes et Ariel Sharon, présent sur place, avait un seul but. Tout comme aujourd'hui à Gaza, il ne s'agissait pas de vengeance. mais de plan ».

En 1989, Yasser Arafat la nomme représentante de l'OLP en Irlande, elle est la première femme à occuper ce poste. Elle représente ensuite la Palestine aux Pays-Bas, au Danemark, en France, puis auprès de l'Union européenne jusqu'en 2015. Dans ses prises de position publiques, elle lie constamment occupation et droits des femmes : *« Le combat n'est pas fini, ni contre l'occupation ni pour les droits des femmes. Et les deux sont liés. Pour les femmes, tout dépendra de l'évolution du rapport des forces au sein de la société. »*

En 2012, elle prend ses distances avec les accords d'Oslo et ne défend plus la solution à deux États. Après le 7 octobre 2023, elle intervient sur France Inter pour dénoncer les conditions à Gaza : « Les Palestiniens vivent dans un ghetto. » L'activiste palestinien Karim Kattan, qui la voit peu avant sa mort, rapporte qu'elle était « dévastée » par la guerre à Gaza et par ce qu'elle percevait comme une trahison des milieux médiatiques et politiques français qu'elle avait fréquentés durant toute sa carrière.

Elle est décédée le 18 février 2026 à La Lèque, dans le Gard, après une longue maladie. Elle avait 76 ans.

Hind Khoudary, une journaliste

Hind Khoudary naît à Gaza en 1995, dans un milieu cultivé et privilégié. Son père, ingénieur, lui offre une éducation cosmopolite à l'American International School de Gaza, dont elle sort diplômée en 2008. En 2012, la famille quitte Gaza pour les Émirats arabes unis, rejoignant son père dans ce qu'elle décrit comme « un paradis ». Mais la même année, son père meurt. Elle rentre alors à Gaza avec sa mère et ses frères, non par obligation, mais pour retrouver la Palestine.

Elle n'est pas journaliste de formation. C'est en 2015, en rejoignant *We Are Not Numbers*, un programme de mentorat en écriture destiné aux jeunes Palestiniens, que naît sa vocation. Ses articles paraissent dans *The New Arab*, *Middle East Eye*, *Anadolu Agency*, *+972 Magazine* et *Al Jazeera English*. En 2019, alors qu'elle couvre la Marche du retour pour *Amnesty International*, le Hamas l'arrête et la soumet à un interrogatoire brutal de trois heures. Quatre hommes l'insultent, lui ordonnent de cesser ses recherches sur les droits humains et la menacent de poursuites pour espionnage.

Depuis le 7 octobre 2023, tout change dans sa vie. Son mari étranger, sa mère et plusieurs de ses frères quittent Gaza. Hind Khoudary choisit de rester pour documenter. En novembre, les ordres d'évacuation israéliens la contraignent à quitter Gaza City vers le sud. En décembre, sa maison est détruite par des frappes aériennes. Des amis, des membres de sa famille, des collègues sont tués. Elle continue de filmer, de témoigner et de publier. La même année, elle rejoint le Programme alimentaire mondial à Gaza. Elle déclare : « *Rapporter et vivre la même chose simultanément, c'est être trahi à crasant.* »

Ce qui distingue Hind Khoudary, c'est son refus de toute instrumentalisation. Elle s'est opposée à la fois à la mainmise du Hamas sur Gaza et à nonchalamment les crimes génocidaires de l'armée israélienne. Lors de la mort du journaliste Ismail al-Ghoul, abattu par l'armée israélienne, elle déclare sur *Al Jazeera* : « *Nous faisons tout pour rester en sécurité. Nous portons nos gilets de presse, nos casques. Nous essayons de ne pas aller dans des endroits dangereux. Mais nous avons été ciblés dans des endroits ordinaires, là où se trouvent des civils ordinaires.* »

Elle est aussi l'une des premières journalistes palestiniennes à avoir fait des réseaux sociaux un outil de témoignage à part entière avec 1,1 million d'abonnés sur *Instagram* en 2026 et des publications citées par le *New York Times* et NPR. En 2025, *Forbes Middle East* la classe dans son palmarès des 30 under 30 pour son travail journalistique et humanitaire.

Hind Khoudary incarne la résistance palestinienne par sa présence continue pour documenter la réalité. Dans un contexte où les journalistes palestiniens sont délibérément ciblés, rester à Gaza avec une caméra est en soi un acte politique. Le 7 janvier 2024, elle déclare : « *Personne n'aidera la Palestine à sortir, sauf les Palestiniens eux-mêmes.* » Elle avait d'ailleurs écrit, bien avant la guerre : « *J'ai toujours eu le rêve de devenir une personnalité publique connue, pour élever la voix des Palestiniens et montrer au monde la vérité sur la Palestine.* »

Khalida Jarrar, une diplomate prisonnière

Khalida Jarrar est née le 9 février 1963 à Naplouse, en Cisjordanie. Avocate, enseignante, militante féministe et parlementaire, elle est devenue au fil des décennies l'une des figures les plus emblématiques de la résistance palestinienne contemporaine. Titulaire d'un master en démocratie et droits humains de l'Université de Birzeit, elle ancre son engagement dans le droit et les institutions. Membre du Front Populaire de Libération de la Palestine et du Conseil législatif palestinien, elle est élue en 2006, elle y préside la Commission des prisonniers.

De 1994 à 2006, elle dirige Addameer, l'association de soutien aux prisonniers palestiniens et de défense des droits humains. C'est là que se cristallise l'une de ses causes : les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, souvent sans procès juste. Elle joue également un rôle central dans la marche d'adhésion de la Palestine à la Cour pénale internationale, portant la cause palestinienne devant les instances juridiques internationales. C'est ce travail d'internationalisation qui en fait une menace aux yeux des autorités israéliennes, et une cible prioritaire.

Son parcours militant et politique est marqué par des incarcérations répétées. Sa première arrestation remonte au 8 mars 1989, lors d'une manifestation pour la Journée internationale des droits des femmes. En 2015, des soldats israéliens font irruption dans sa maison de Ramallah en pleine nuit. Un tribunal militaire retient contre elle douze chefs d'accusation, tous liés à ses activités politiques. En décembre 2023, elle est de nouveau arrêtée et passe six mois à l'isolement total. À sa libération, elle témoigne : « C'était la première fois que je parlais un être humain, après six mois dans ma cellule. » Le journaliste israélien Gideon Levy l'a qualifiée de « prisonnière politique n°1 ». Durant ces années d'emprisonnement, on lui refuse le droit d'assister aux funérailles de son père (2015), de sa mère (2018), de sa fille Suha, décédée à 31 ans (2021), puis de son fils Wadia, mort à 29 ans (2024).

Khalida Jarrar n'est pas une figure de la lutte armée. Elle incarne une résistance légale et institutionnelle dans les tribunaux, à l'ONU, à la CPI et c'est précisément cette lutte qui la rend dangereuse aux yeux d'Israël. Elle porte aussi une dimension féministe affirmée, défendant publiquement les conditions des prisonnières palestiniennes et leur rôle dans la résistance. En janvier 2025, elle est libérée dans le cadre de l'accord de trêve entre le Hamas et Israël, en échange de trois otages israéliennes. À Ramallah, des dizaines de sympathisants viennent la saluer. Elle explique que les détenus palestiniens dans les prisons israéliennes sont « traités comme s'ils n'étaient pas des êtres humains », ajoutant que le dossier des détenus était « une cause nationale » palestinienne.

date créée

2026/03/08